



Interview de Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France

« C'est l'heure du sursaut ou du déclin. Il faut choisir le sursaut. »

Europe 1 – Jean-Pierre Elkabbach – 11 septembre 2014

JEAN-PIERRE ELKABBACH :

Le Gouverneur est le bienvenu, Christian Noyer bonjour.

CHRISTIAN NOYER :

Bonjour Jean-Pierre Elkabbach.

J.P. E. :

Par les temps qui courent, tout est à la baisse, sauf les déficits. Vous avez vu les titres de la presse avec nous : « impasse », « dérapages et dérives », « naufrage », « le discrédit français ». Comme dit le Larousse, on est foutu.

C. N. :

Non, la France n'est pas foutue. Non, la France, vraiment, n'est pas foutue, mais c'est l'heure du sursaut. C'est l'heure du sursaut ou du déclin, il faut choisir. Évidemment, il faut choisir le sursaut. Et qu'est-ce qu'il faut faire ? Ce qu'il serait grave de ne pas faire ce sont les réformes, les bonnes réformes, bien sûr, et puis poursuivre inflexiblement la réduction des dépenses, et ça...

J.P. E. :

Oui, la France n'arrive pas à tenir ses promesses de déficit à 3 %, en 2015, on nous dit maintenant 2017, on peut dire peut-être 2018, 2019. Est-ce que pour autant, c'est vraiment un drame ?

C. N. :

C'est très sérieux, ce n'est clairement pas une bonne nouvelle. Pourquoi est-ce que c'est très sérieux ? Parce qu'on ne peut pas accumuler indéfiniment les déficits. Si on continue à avoir une croissance de 0,5 % par an, et des déficits de 4 ou 5 % par an, il est clair qu'on va dans le mur, et qu'on va être paupérisé, et que c'est vraiment cela la voie du déclin.

J.P. E. :

Mais c'est la troisième fois - une fois avec messieurs Sarkozy/ Fillon (il faut le leur rappeler), deux fois sous la gauche - qu'un délai/sursis est réclamé. C'est-à-dire qu'au total, on a perdu 4, 5, peut-être 6 ans. Ces dépassements, dit Bercy, sont dus à la situation exceptionnelle de la zone euro. Est-ce la faute, Monsieur le Gouverneur, de

la seule Europe, ou les résultats des faiblesses et des erreurs de notre politique économique ?

C. N. :

Ce qui est très marquant, c'est... bien sûr, il y a une faiblesse dans la zone euro, mais c'est particulièrement le cas en France, en France et en Italie d'ailleurs. Pourquoi ? Quand on regarde les pays qui ont fait des réformes - regardons l'Espagne, regardons le Portugal, regardons l'Irlande -, qui ont traversé des moments très difficiles, qui ont fait des réformes très fortes, sur le marché du travail, sur le marché des biens et services, qui ont...

J.P. E. :

Donc on fait passer les réformes, mais on ne les fait pas assez vite.

C. N. :

Eh bien, maintenant, ces pays ont retrouvé la croissance. Donc il y a un dividende de la bonne réforme.

J.P. E. :

Le ministre Michel Sapin prévoit maintenant une croissance de 0,4. La croissance va donc, en France, presque de zéro en zéro, je ne sais pas si c'est une malédiction, mais est-ce que la France est destinée à un chômage de plus de 10 % ? Parce que la croissance n'existe pas, c'est le chômage, et une croissance autour de 0. Quel est le potentiel de croissance de l'économie française ?

C. N. :

Aujourd'hui le potentiel de croissance de l'économie française est très probablement de moins de 1 %. Cela veut dire qu'il n'y a pas de voie - d'ailleurs, il n'y a pas de plan B ! -, il n'y a pas de voie dans l'accumulation des déficits et l'augmentation des déficits. Il ne suffit pas de relancer la dépense pour faire remonter la croissance, cela ne marcherait pas. Spontanément, si on ne fait pas de réforme, la croissance française restera inférieure à 1 %. Donc il faut absolument faire ces réformes, et évidemment, si on ne fait pas cela, on va rester avec zéro croissance et 10 % de chômage.

J.P. E. :

Vous êtes en train de dire ce matin, Monsieur le Gouverneur, Christian Noyer, qu'il n'y a pas d'alternative à la politique Hollande/ Valls/ Macron ?

C. N. :

Il n'y a pas d'alternative à la politique de réformes pour relancer le potentiel de croissance, et effectivement, aux grandes mesures qui ont été annoncées. Non, il n'y a pas de plan B.

J.P. E. :

Et quand on nous dit 21 milliards d'économies encore pour 2015, ça y est, c'est l'austérité.

C. N. :

Non, ce n'est pas l'austérité. Quand on a 4 à 5 % de déficit, ce n'est pas l'austérité. Il est clair qu'il y a des gisements d'économies très importants. Il faut évidemment ne pas augmenter les impôts, ce n'est pas comme cela qu'on réduit les déficits...

J.P. E. :

Donc pas d'augmentations d'impôts, c'est déjà pas mal.

C. N. :

Non, pas d'augmentations d'impôts, mais, par contre, il faut couper hardiment dans les dépenses. On y va beaucoup trop timidement. Il faut faire les réformes telles que, par exemple, la baisse des charges sociales, le Pacte qui permet de réduire les coûts des entreprises, parce que c'est cela qui permettra de relancer l'emploi...

J.P.E. :

Mais alors, qu'est-ce que vous dites aux chefs d'entreprise ce matin, aux syndicalistes, aux politiques, quelles que soient leurs couleurs ?

C.N. :

Je dis : soutenez ces réformes ! Ils ont raison de demander que ce soit appliqué vite. Mais, en sens inverse, prenez vos responsabilités, investissez et créez de l'emploi en France.

J.P.E. :

Si on comprend bien, vous dites freinez les dépenses et... ne pas les laisser filer, c'est-à-dire accorder des dépenses ou les laisser...

C.N. :

Ne pas les laisser filer...

J.P.E. :

...Augmenter.

C.N. :

Vous savez, la Cour des comptes a écrit des volumes entiers pour expliquer quelles dépenses on pouvait couper, qui bénéficiera à l'activité, et donc il y a tout ce qu'il faut dans les livres qu'elle a écrit.

J.P.E. :

Christian Noyer, Bruxelles fait la grimace et nous surveille. Elle vient de demander à Paris, avant le vote du budget 2015, des mesures crédibles pour réduire les dépenses. La France est sous surveillance, est sous contrôle de Bruxelles. Est-ce qu'elle est encore indépendante ?

C.N. :

Écoutez, quand on décide d'appartenir à l'Union Européenne et de partager une monnaie unique, on se fixe des règles, et il est évident qu'on est comptable de la tenue de nos engagements, comme tous les autres, vis-à-vis de nos partenaires. Et donc, c'est normal qu'on ait à discuter et justifier, et quand on dévie des engagements sur lesquels on s'était...

J.P.E. :

On risque des amendes.

C.N. :

On s'était porté...

J.P.E. :

Ou des sanctions.

C.N. :

On risque surtout une perte de crédibilité, donc il faut démontrer qu'on suit un sentier de réformes économiques et de réduction de la dépense, qui est crédible.

J.P.E. :

Avec Mario Draghi et la BCE, vous avez pris tout récemment des décisions sur l'inflation et la baisse des taux. Est-ce qu'il vous reste, à la BCE, des cartouches ?

C.N. :

Ce que je dirais, c'est qu'on a fait aujourd'hui le maximum, bien sûr on peut toujours inventer des nouvelles mesures si la situation le requiert...

J.P.E. :

C'est ça qu'on retient, est-ce que vous continuerez à aider à la relance et les budgets ?

C. N. :

Ce qu'on a fait est inouï, on a aujourd'hui réussi à avoir des taux d'intérêt sur l'ensemble de la courbe - c'est-à-dire le court/ moyen/ long terme - plus bas que les taux américains, plus bas que les taux britanniques, plus bas que tous les autres taux. On a réussi à faire en sorte qu'il n'y ait plus de tensions et de crise au sein de la zone euro, il n'y a plus d'écart de taux important entre les pays. Les entreprises sont financées au plus bas, les banques sont...

J.P. E. :

Oui. Justement, les chefs d'entreprise vont constater à quel moment les effets de vos décisions, de Francfort ?

C. N. :

Mais les chefs d'entreprise, ils n'ont jamais eu des coûts de financement aussi bas, le seul problème c'est qu'ils se demandent si la machine économique va repartir, et il faut qu'ils aient un minimum de confiance.

J.P. E. :

Il faut qu'ils soient peut-être moins timorés aussi.

C. N. :

Il faut qu'ils soient moins timorés, il faut qu'ils soient convaincus que ça vaut le coup d'investir et de développer l'emploi en France plutôt que de le faire dans les autres pays.

J.P. E. :

Et est-ce que ça veut dire que la BCE veut faire baisser encore l'euro ?

C. N. :

On a parfaitement réussi, en effet, dans ce qui était un de nos objectifs, parce qu'on en a besoin pour revenir vers notre objectif d'inflation, qui est de 2 % par an. On avait besoin de faire baisser l'euro ; on a toujours besoin de faire baisser l'euro. Nos mesures étaient en partie destinées à ça, et ça marche.

J.P. E. :

Et vous continuerez à le faire. On dit qu'il faut au moins jusqu'en 2017 pour que l'inflation atteigne 2 %, c'est vrai ?

C. N. :

Oui, oui, il faut... de toute façon cela prend toujours un certain temps, mais à cet horizon, on espère bien être revenu à près de 2 %.

J.P. E. :

Deux remarques. En France aussi les extrêmes, gauche et droite, sont en train de monter, il y a un sentiment anti-européen, mais en France plus d'un quart des Français croit que la solution pour la France c'est Marine Le Pen et son programme économique.

C. N. :

C'est un programme économique qui est fondé sur l'isolement et la sortie de l'euro ; c'est un programme économique qui signifie la paupérisation de l'ensemble des Français, la paupérisation des entreprises, paupérisation des ménages, des Français, paupérisation de l'État. Pourquoi ? Parce qu'on a des dettes qui sont libellées en euro, donc soit on fait...

J.P. E. :

Bref, vous n'y croyez pas, le Gouverneur tape sur le programme économique, Marine Le Pen vous répondra demain. Dernière question. Début juillet, parce qu'on l'a traitée à Europe 1, on a volé à la Banque de France des billets usagés d'euros, c'était à Vic-le-Comte, près de Clermont. Est-ce qu'on a trouvé les voleurs, qui sont-ils, et est-ce que la Banque de France demande qu'ils soient arrêtés, sanctionnés si c'est le cas ?

C. N. :

Nous avons nous-mêmes suspecté un vol à l'intérieur de notre établissement, de l'un de nos établissements, nous avons pris des mesures internes de protection, saisi le procureur de la République, l'enquête judiciaire est en cours et, en fait, c'est une affaire qui est très limitée et qui va être réglée.

J.P. E. :

Est-ce que votre site est sécurisé ?

C. N. :

Notre site est parfaitement sécurisé, et c'est quelque chose de minime qui s'est produit à l'intérieur.

J.P. E. :

Quel montant ? Parce que vous avez l'air embarrassé là.

C. N. :

Non, non, on ne connaît pas le montant aujourd'hui, mais c'est un montant très faible.

THOMAS SOTTO :

Merci Christian Noyer d'être venu ce matin sur Europe 1.